

catastrophe. Je m'appuie pour le dire sur les propos de M. Wilson. Celui-ci, dans un article qu'il a envoyé au *Wall Street Journal*, a expliqué que le Canada était un excellent pays où mettre son argent à l'abri. Selon lui, le Canada est un pays sûr, dont les électeurs sont instruits et qui a tous les atouts pour être le paradis des investisseurs. Il a de l'espace et il peut faire venir des immigrants qui seront les travailleurs spécialisés de demain. Il a des ressources naturelles ainsi que des ressources énergétiques à profusion. Dans ce cas, s'il y a des investisseurs inquiets quel que part dans le monde, je ne crois pas que le Canada soit un mauvais refuge. L'Ontario, le Québec et l'Alberta sont de bons abris pour mettre son argent en lieu sûr—si seulement j'en avais. Je n'aurai un peu d'argent devant moi que si je gagne à la loterie, et je crains que ma femme n'ait oublié d'acheter un billet pour le tirage d'hier soir. Elle est tellement distraite. Elle n'est pas aussi convaincue que moi que c'est notre seule façon de . . .

Le sénateur Cools: Attention à ce que vous dites, je l'aperçois à la tribune.

Le sénateur Gigantès: Avez-vous acheté un billet de loterie? Elle ne l'a probablement pas fait. Cela me met hors de moi. C'est une situation atroce. Et dire que mes chiffres favoris risquent de sortir.

Il n'y a rien qui nous empêche d'aligner nos taux d'intérêt et nos impôts sur les bénéfices des sociétés sur ceux des États-Unis. J'ai donné les chiffres au sénateur David, qui les met en doute. Je dirai aux sceptiques que j'ai ces chiffres dans mon bureau et que je serais ravi d'en faire une photocopie aux frais des contribuables pour vous les communiquer. Vous constaterez que, pendant les cinq premières années d'application, le gouvernement aurait pu économiser 85 milliards de dollars. En d'autres termes, il aurait pu retrancher 85 milliards à la dette nationale avant le 31 décembre 1989. Cela aurait aussitôt fait diminuer les pressions qui auraient pu s'exercer sur la devise canadienne et les taux d'intérêt auraient pu baisser encore davantage.

Le sénateur Poitras continue de parler de la nécessité d'examiner tous les effets secondaires, ultérieurs, antérieurs et autres. C'est une réflexion multidimensionnelle, comme je dis souvent.

Si les taux d'intérêt avaient été moins élevés, bien des entreprises n'auraient pas fait faillite. Ces gens qui projetaient de mettre sur pied des entreprises n'auraient pas été rebutés par l'énorme fardeau que leur auraient imposé les taux d'intérêt et ils auraient réalisé leur projet. Je parle de petites entreprises qui produisent de bonnes recettes, qui contribuent à améliorer les installations pour touristes, leur permettant de soutenir, par leur apparence coquette et chaleureuse, la concurrence des installations que nous trouvons aux États-Unis. On semble parfois passer d'un monde à un autre quand on traverse la frontière entre les États-Unis et le Canada. Le Canada n'est plus un pays différent car vous l'avez vendu aux Américains en vertu de l'Accord de libre-échange. Il ne sera même pas un pays quand on l'aura coupé en deux.

Nos installations pour touristes doivent être améliorées, mais il est bien difficile de le faire, car il faut emprunter de l'argent, ce qui entraîne un montant d'intérêt prohibitif.

J'ai formulé une autre proposition lorsque je lisais mon livre. C'est au sujet de l'argent que nous consacrons au bien-être social et à l'assurance-chômage pour créer des emplois. Si vous voulez voir comment fonctionnent les chiffres, je vous suggère

d'emprunter mon livre à la bibliothèque. Vous y verrez que le coût de l'assurance-chômage qui dépasse 4 p. 100 en dollars réels, c'est-à-dire après avoir soustrait l'inflation, représente l'augmentation totale de la dette nationale de 1968 à 1985 inclusivement.

De toute évidence, le fardeau est trop lourd. Je proposais donc diverses mesures par lesquelles l'argent qui est remis à ceux qui sont sans travail serait utilisé pour créer des emplois, pas des postes au gouvernement. Je citais, par exemple, le professeur Graham de l'Université Dalhousie. J'ignore s'il y a un lien de parenté avec le sénateur Graham. Dans l'affirmative, ils peuvent s'en réjouir car ils sont tous deux formidables. Il a dit que nous pourrions utiliser cet argent pour subventionner des emplois, de nouveaux emplois, et des entreprises, nouvelles ou en expansion, ayant trait à des installations pour touristes. Il ne nous en coûterait pas plus cher. Cela nous coûterait moins cher et nous réduirions notre déficit parce que nous utiliserions l'argent pour créer des produits et des services.

Ce sont là des moyens d'augmenter les recettes du gouvernement et de réduire l'endettement du gouvernement qui n'ont rien à voir avec une taxe à la consommation. Pourquoi le gouvernement souhaite-t-il une taxe à la consommation de ce genre? Parce qu'elle permet de transférer le fardeau fiscal, le fardeau administratif, des fabricants aux petites gens, ce qui me ramène à une objection soulevée par le sénateur David: Pourquoi est-ce que je reviens tout le temps sur l'idéologie et la pensée conservatrices? Parce que ce sont des mesures de ce genre qui viennent tout de suite à l'esprit d'un conservateur. Les conservateurs se demandent toujours comment ils peuvent faire casquer les pauvres. Je ne suis pas en faveur de cela. Je ne souhaite pas particulièrement faire casquer qui que ce soit. Il y a d'autres moyens, sénateur Cools, si vous voulez bien écouter, étant donné que vous avez posé la question, vilaine fille. Sénateur Bonnell, veuillez je vous prie cesser de parler au sénateur Cools, afin qu'elle puisse suivre mon cours d'économie politique.

Ce que ce camarade de classe du sénateur Frith a proposé, représentait fort bien la position du gouvernement qui est digne d'un gouvernement conservateur. Nos vis-à-vis se demandent comment ils peuvent garder les taux d'intérêt élevés, afin que tous leurs amis conservateurs puissent avoir beaucoup d'argent à prêter et réaliser ainsi d'énormes profits. Leur philosophie, c'est: «Comment pouvons-nous faire payer les pauvres et alléger le fardeau fiscal des riches?» C'est ce dont je me plains. Même si mon collègue est éloquent, je pense que son témoignage comporte des lacunes.

Sénateur Cools, vous parliez de conception. Celle des conservateurs consiste à faire payer de lourds impôts aux pauvres et à alléger le fardeau des riches. C'est là où les choses ne vont plus. Dans le domaine des finances, la situation me préoccupe. Ainsi, ce sont des gens hauts placés dans les cercles financiers qui établissent la politique du Canada. Ils ont des salaires de 100 000 \$ ou plus. Leurs femmes travaillent souvent avec eux et reçoivent également des salaires de 100 000 \$ ou plus. Je ne prétends pas que les intéressés ont de mauvaises intentions, mais lorsqu'une personne a tout cet argent à placer, elle souhaite avoir l'occasion d'obtenir un rendement sûr sur son investissement. Or, il n'y a rien de mieux que des taux d'intérêt élevés et des obligations d'État. Inconsciemment et en toute honnêteté, ils sont enclins naturellement à aimer ce qui est bon pour eux. C'est notre cas à tous. Pour ma part, à l'instar de